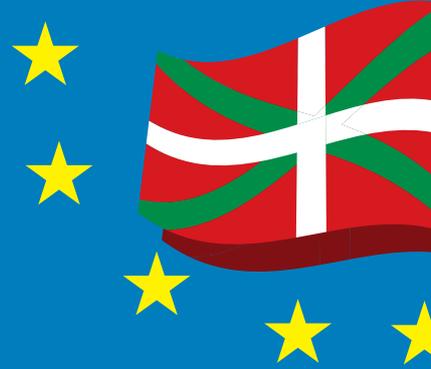


LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



N°142 - Février 2010ko Otsaila
MENSUEL : 2 €

L'après Copenhague

Grippe A
p. 7

LGV
p. 8-12

**Collectivité
territoriale**
p. 17

**Frantxoa
Lambert**
p. 20



www.lemapaysbasque.eu



La Conférence de Copenhague

Voilà un mois que s'acheva la conférence sur le changement climatique, célébré à Copenhague. Le résultat obtenu est celui de la désillusion et de la déception.

D'une part, les attentes fixées au départ étaient modestes mais les résultats obtenus ont été en plus très limités. L'unique point positif concerne l'effort diplomatique des États-Unis et de la Chine pour parvenir à un accord a minima qui vu les circonstances de la Conférence était le seul possible. Cependant, compte tenu du fait que jusqu'à présent, les États Unis n'avaient pas pris d'engagement concrets, il s'agit du seul résultat positif de la réunion. Le texte approuvé n'est pas un traité contraignant mais davantage une carte d'intentions qui établit trois objectifs. D'une part, il s'agit de limiter le réchauffement global à une augmentation maximale de deux degrés sur le niveau pré-industriel, mais sans adopter aucun type de mesures pour l'obtenir. Par ailleurs, on propose la création d'un fonds de financement de



100 000 millions de dollars annuels pour les nations en développement, à nouveau sans spécifier d'où viendra l'argent nécessaire pour abonder ce fonds. Et finalement, les pays industrialisés ont décidé de reporter l'adoption d'engagements de réductions d'émissions de gaz à effet de serres à 2020.

L'Afrique : le grand perdant

Ces résultats ont été beaucoup discutés et commentés, en cherchant des coupables, mais une chose est claire, l'un des principaux perdants est l'Afrique qui était présente au sommet en espérant freiner la situation de grande sécheresse et en cherchant une amélioration à son développement économique et social.

Mais si ces accords peuvent paraître faibles et éloignés des engagements concrets, ils

doivent conduire les pays développés qui depuis longtemps contribuent au réchauffement global, à s'imposer de plus grandes exigences. Ils doivent nécessairement coopérer pour sensibiliser et financer des comportements plus soutenables à l'égard de ceux qui ont initié leur développement économique.

C'est-à-dire que la conscience du dommage causé sur l'environnement et le réchauffement global de la planète dans laquelle nous vivons ne doit pas nous conduire à un désespoir qui nous paralyse. Nous devons être capables de maîtriser notre avenir en fonction d'habitudes et d'usages plus sains et durables. Parce que la majorité des experts sont d'accord pour dire que si nous vivons une situation critique, elle n'est pas irréversible. Il est temps de prendre de bonnes décisions et d'agir. Nous sommes obligés d'initier une nouvelle voie de façon résolue et rapidement. Si nous nous fixons un objectif, nous nous rendons compte que l'avenir de notre civilisation dépend de décisions effectives, mais adoptées de façon collective qui conduiront à la prospérité de l'ensemble de notre planète. En positivant, peut-être que cette crise climatique sera une opportunité pour aborder les problèmes qui causent la misère dans une partie très importante de notre planète, pour que les générations futures grandissent dans un monde plus équilibré, plus sain et plus solidaire.

La nécessité d'un leadership

Tout cela sera possible uniquement s'il y a clairement un leadership et une vision des objectifs à atteindre. Par ailleurs, il est évident que les mesures à adopter seront un succès si au-delà, ces progrès économiques se traduisent en progrès social accessible à une grande majorité de la citoyenneté. De plus, il ne faut pas oublier que la majorité des solutions pour faire face à la crise climatique seraient plus simples à adopter si les conséquences de la pollution que produit le réchauffement global se traduisaient en coût économique des décisions que nous adoptons. Par exemple, si nous nous centrons sur le système énergétique, il est évident qu'il faut adopter des mesures pour obtenir une amélioration de l'efficacité énergétique, consommer moins et mieux. Durant plus d'un siècle notre modèle de système électrique a été celui des grands producteurs et distributeurs connectés directement aux consommateurs, mais la situation a

changé avec l'adoption de nouveaux systèmes de générateurs durables, plus réduits, distribués et proches de leurs utilisateurs. Si nous avons été capables de nous adapter aux nou-



veaux modèles de consommation, en considérant les solutions qu'offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous pourrions établir un système de production/consommation plus efficace, en éliminant les émissions non nécessaires pour stocker l'énergie en cas de demande élevée. Cela conduit à penser et à développer des réseaux bien connectés et en communication qui incluent des moyens de production renouvelables, avec des systèmes de stockage d'énergie contrôlés par des systèmes intelligents qui évitent des émissions inutiles et distribuent l'énergie en l'adaptant à la demande en temps réel.

Cependant, à nouveau la technologie a réalisé ses objectifs, met à notre disposition tous les éléments nécessaires pour que ce "réseau électrique" soit une réalité. Il manque seulement une volonté déterminée pour obtenir l'amélioration de notre système électrique qui aboutisse à des progrès environnementaux et à un usage plus efficace de l'énergie produite en contribuant à de moindres coûts par consommation. En définitive, Il est temps de prendre les décisions adéquates, la technologie actuelle est suffisamment développée, il nous manque seulement le courage nécessaire pour entreprendre cette voie.

*Arantxa Tapia
députée forale du Gipuzkoa,
mobilité et aménagement du territoire*



La nouvelle année 2010 vient de débuter. Je souhaite que nous regardions les difficultés et les conflits en face mais avec un nouveau regard.

Le mardi 12 janvier, un séisme de magnitude 7 a frappé Haïti provoquant des dizaines de milliers de victimes. Haïti l'ignorée, fut la reine des Antilles et le fleuron de l'empire colonial français au XVIII^e siècle mais elle s'est vue oubliée de l'histoire de France pour cause de décolonisation précoce.

Le vodou a pris, donc, sa place dans la culture haïtienne. La magie du vodou convertit ses citoyens en esprits et en dieux par un actif rituel de liqueurs enivrantes, la musique, le rythme des tambours et le feu donnant accès aux esprits et le vodou rend visible l'invisible. Les témoignages et les images qui nous arrivent chaque matin sont insoutenables. Le chaos...

Tout est détruit, des cadavres sont amoncelés en barricade dans les rues... et l'aide massive qui n'arrive pas. Face à un tel désastre, nos problèmes et nos querelles semblent ridicules.

Face à cela, la terrible grippe pandémique A H1N1 est bien passée et le Ministère de la Santé est resté avec un énorme stock de vaccins à revendre dû aux liaisons dangereuses avec les laboratoires. Les liaisons dangereuses celles de Mrs. Robinson, épouse du premier ministre d'Irlande du Nord, Peter Robinson. Parfois, la réalité dépasse la fiction. Iris Robinson est une fervente chrétienne protestante pantecôtiste et membre du Tabernacle Métropolitain de Belfast ; elle est aussi députée à Westminster et à l'Assemblée de l'Ulster, connue pour sa forte personnalité et sa tendance à faire appel à la Bible pour justifier son extrémisme religieux et son puritanisme.

En France, Nicolas Sarkozy a désormais effectué la moitié de son mandat et il n'a cessé d'affirmer sa capacité à résoudre les problèmes. Cette stratégie lui a permis d'être élu et depuis lors, il est toujours en campagne multipliant les promesses et les réformes. En 2007, quand il était candidat, il annonçait « récompenser le travail » en exonérant d'impôt les heures supplémentaires, en proposant le RSA aux travailleurs pauvres et en diminuant la fiscalité sur les revenus et le patrimoine des plus aisés. Tout cela pour accélérer la croissance, augmenter le pouvoir d'achat, diminuer le chômage et réduire le déficit public.

Deux ans et demi plus tard, la crise est toujours là et les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Rappelons le cadeau de 2,5 milliards d'euros fait aux restaurateurs en baissant la TVA de 19,6% à 5,5%.

Comment revenir, donc, à l'équilibre ? Car la reprise sera lente et le taux de chômage dangereusement élevé.

Finissons avec une nouvelle plus joyeuse, le samedi 16 janvier l'équipe de l'Athletic de Bilbao a battu 1-0 le Real Madrid au stade de Mamés à Bilbao dans un match mémorable et cette année la Real Sociedad va monter en division 1. Vive l'effort !!!

Txaro Goikolea



Référendum en Guadeloupe et en Martinique
Voulez-vous plus d'autonomie ?
Attendez ! Je ne vous ai pas encore...
Les Imbéciles !



Drôle de région

Peu d'électeurs qui vont aller voter aux élections régionales en mars se posent la question de savoir comment se sont constituées les régions dont ils dépendent. On peut imaginer qu'elles ont une réalité historique comme la Bretagne, la Normandie ou l'Alsace. Encore que la Normandie est divisée en deux régions (basse et haute) et la Bretagne est amputée de la région de Nantes. Mais que dire de la région centre, qui rassemble on ne sait par quel miracle toute une ribambelle de départements, ou de la région Paca, qui est née des cendres de la Provence ?

Un élément de réponse peut-être apporté par des chercheurs, à l'image de Francis Jauriguet professeur de sociologie à Pau qui affirme : « *les régions ne rencontrent pas toujours un fort sentiment d'appartenance tout simplement parce que les limites territoriales ont été choisies plus pour des raisons d'équilibre politique que sur des critères d'appartenance subjective* ». Ainsi, il souligne « *qu'en Aquitaine, un béarnais se sentira, par exemple, toujours plus proche d'un bigourdan, qui n'est pas dans sa région, que d'un périgourdin. Et je ne parle pas des basques...* ».

En avance les basques ?

Si l'on croit le député béarnais du Modem, Jean Lassalle, le Pays basque aurait une longueur d'avance sur ses voisins béarnais. Dans un article de L'éclair des Pyrénées du 4 janvier, il écrit : « *Dans 10 ans, comme la plupart des peuples pétris d'histoire et à très forte identité, les béarnais auront suivi le chemin des basques. Ils réagiront à l'avance à la marche forcée de la standardisation mondiale, de l'uniformisation de la société en renouant avec leur culture et leur langue* ». Au final, nombre de basques ne peuvent que souhaiter pareil scénario d'avenir aux béarnais. Mais en échange, ils aimeraient bien que nos voisins, le député Lassalle en tête, acceptent de reconnaître que nos chemins ne vont pas dans le même sens puisqu'ils admettent déjà que nous n'y allons pas à la même vitesse !

Euskaldun fededun

Le Pays basque nord serait-il encore un sanctuaire attaché aux valeurs chrétiennes ? En bonne partie, si l'on en croit le nouvel évêque de Bayonne Mgr Aillet. Dans une interview de la Semaine du Pays basque, le prélat souligne « *avoir trouvé une pratique plus importante que dans d'autres départements* ». Autre fait important relevé par Mgr Aillet « *le nombre d'enfants catéchisés par rapport au nombre d'enfants scolarisés en Pays basque frise les 50%* ». Autrement dit, 1 enfant basque sur 2 suit le catéchisme. Singularité basque là aussi : dans le Béarn voisin, ce pourcentage tombe à 30%.

Charité bien ordonnée...

« La loi, l'État, impose à nos communes de faire des budgets à l'équilibre. Le déficit nous est interdit ! Mais l'adage « *Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je ne fais pas* » s'applique très bien en France car l'État, lui, ne sait pas faire un budget à l'équilibre ». Cette phrase très politique est tirée du dernier bulletin municipal de Maule Lextarre où son maire, Michel Etchebest très en verve, écrit également dans son éditorial : « *Paris sait et Paris décide pour nous, bon peuple... Pourtant, chacun sur nos territoires, sur nos communes, nous travaillons à trouver des réponses, des solutions, avec des budgets serrés et surtout à l'équilibre !* ». La solution, selon le premier magistrat souletin ? Une véritable décentralisation ! « *En laissant s'exprimer l'énorme capacité d'innovation de tous les petits territoires de notre pays, des solutions, différentes et innovantes apparaissent qui peuvent être copiées, transférées vers d'autres collectivités. Ce foisonnement permanent ne peut être que bénéfique à tous et en responsabilisant tout un chacun, nous résoudrions à coup sûr beaucoup de problèmes sociaux, financiers et de société ! C'est l'essence même de la décentralisation et c'est à mon humble avis, la seule solution pour imaginer un projet des sociétés harmonieux et responsable* ».

Un éditorial, auquel bon nombre de lecteurs de Lema souscriront...

Mauléon basque ? en Pays

Puisqu'on est en Soule Xiberoa, revenons à un autre cheval de bataille du maire de sa capitale, Michel Etchebest : le rapprochement de Mauléon du reste du Pays basque. Lors de ses vœux en début d'année, Michel Etchebest a parlé communication. Une communication qui passe, selon lui, par le Pays basque. « *Nous avons commencé et continuerons à expliquer, notamment aux médias, que Mauléon et la Soule c'est une partie du Pays basque et pas du Béarn* ».

Une approche que ne partage pas forcément le sous-préfet d'Oloron Ste Marie, Philippe Jamet qui plaide ce jour là « *pour un territoire rassemblé autour de son économie. Car si le bassin industriel d'Oloron s'enrhume, ce sont les vallées, y compris la Soule qui éternuent !* ».

Une façon bien habile de détourner le problème de fond, à savoir l'avenir de la Soule avec le reste du Pays basque, tant au niveau économique, politique que culturel.

Et pour ceux qui en douteraient, ce jour là, le sous-préfet d'Oloron ne parlait pas en son nom propre, mais au nom des « *intérêts supérieurs de la nation* ». Autrement dit du gouvernement.

Alors, le chemin sera difficile et long pour tous ceux qui ne vont pas forcément dans le sens des vents venus de Paris. Mais le Pays basque a déjà une vieille habitude de résistance aux vents...

Confiance, confiance

Lu dans le numéro du 8 janvier de La semaine du Pays basque : « *Nous avons le gouvernement le plus fort de la dernière décennie, parce que nous avons été capables de montrer... que nous pouvons gouverner grâce au dialogue en cherchant des pactes avec ceux qui pensent de façon différente* ». Une phrase de Sarkozy ? Merkel ? Obama ? Non, de Patxi Lopez, le lehendakari socialiste élu à la tête de la communauté d'Euskadi grâce à une alliance étonnante avec la droite espagnole du PP. Pour affirmer de telles choses, Patxi Lopez ne doit pas avoir été informé des résultats du dernier Euskobarometro de novembre 2009. Ce sondage réalisé par une équipe de l'université du Pays basque donne pourtant des résultats bien différents des affirmations du président socialiste : 25% seulement des sondés font confiance à son gouvernement contre 71% qui lui font peu ou pas confiance ! Et sur 10 basques, 3,8 ont une image positive de Patxi Lopez ! Ce qui est, il faut l'avouer, une sacrée majorité ! Mais pas dans le sens du gouvernement socialo-populaire de Lopez mais dans le sens du retour aux affaires d'un gouvernement plus ouvert au dialogue et moins sectaire...



Jose Antonio Agirre, Lehen Lehendakaria

2010eko urte huntan, martxoaren 22an, 50 urte izanen dira Jose Antonio Agirre zendu zela Parisen. Handik lau egunetara, martxoaren 26an Donibane Lohitzuneko hilerrian ehortzi zuten. Beti han dago bere hilobia, eta jende anitz hortik pasatzen da, haren memoria ohoratzeke edo otoitz bat egiteko.

Jose Antonio Agirre izan da, orain arte, abertzaletasunak eman duen gizon politikorik handiena. Bere bizi laburrean, 56 urteetan hil zen, erakutsi zuen pertsonen aldeko eta Aberriaren aldeko maitasun bat, gutitan ikusten dena.

Haren biziaz zerbait idatzi aintzin, erran dezagun, urte haste huntan hitzaldi eta bilkura anitz eginen dela Euskadi osoan Agirreren bizia aipatzeko. Donibane Lohitzunen ere, Apirilaren 11an omenaldi bat eginen zaio : meza bat horko eliza ederrean (10ak et'erditan) eta biltzeak bai hilerrian, bai bere Estatuaren aintzinean, mintzaldi batekin.

Nor zen bada Jose Antonio Agirre

1904ko martxoaren 6an sortu zen Bilboko Alde Zaharraren bihotzean. Bere aitamak, biak gipuzkoarrak ziren jaiotzez. Aita Bergarakoa, hortako geroago Agirre joango zen oportetan hiri hortara eta hor ongi ezagutuko Telesforo Monzon, Bergarako bere lehen auzoa. Bere ama Bernardina Lecube Motrikokua, emazte argi eta bizia. Baliatuko zitzaion zeren bere senara goiz hil zen eta familia bakarrik altxatuko zuen bere seme zaharrena, Jose Antonioren laguntzarekin. Aita, Teodoro Agirre abokata zen eta Daniel Irujorekin (Manuel-en aita) batera izan zen Sabino Arana-ren defendatzaile, auzi batean. Baina, nahiz eta hasiera batean Sabino Arana-ren jarraitzaile zuzena izan, Agirrek (1904-1960) anitz unibertsalizatuko zuen Arana-ren diskurtso abertzalea. Agirre lehendakariak garaiko mendebaldeko demokrazia kristauaren diskurtsoa zuen, baina hori bai, euskal tradizio historiko politikoan oinarritua zen.

Bere izaera

Karaktera aldetik, gizon atsegina, alaia eta baikorra nehun baikorrik izaitekotan, egoerarik zailenetan ere etsitzen ez duen horietako. Ongi baliatuko zitzaion omere on hori, bere bizian ezagutuko zituen gertakari izigarriekin. Batzuetan ere bere seme Iñaki Agirrek erran bezala baikortasun hori estrategikoa zen : umore ona eta optimismoa bere ingurukoen animoak altxatzeko erabiltzen zituela. Bera lur jota izanagatik sekula ez zuen hori agertzen. (Denbora zail eta ilun haietan ezker agertu balitz akabo izango zen ekintza guziaz).

Bigarrenik, nabarmentzekoa da bere izaera integritatekoa. Jarrera, iritzi eta jokabide desberdinen arteko kontsentsua lortzeko zeukan erretasuna (adibide bezala Alderdiaren bi parteak Comunion eta Aberri nola jakin zuen batzen.

Geroago berriz lehen Jaurlaritzan egin zuen, nola jakin zuen alderdi diferenteen arteko elkartasuna egiten eta iraunarazten). Agirrek inguruko entzuten bazakien ; hurbiltasuna maite zuen eta aise egingo zen aldamenen zeukanaren lagun, berezko begikotasuna baitzeukan.

Horrez gain, indarrez beterik zeukan baritono boz harek, argumentuak biribiltzeko gaitasunak bere izgarriko energiak eta hitz egiteko gaitasunak, gazte gazterik buruzagi karismatikoa bihurtu zuten animale politiko hau. Alabaina, bizi osoan politikan buru-belarri sarturik egonik ere, beti aurkitzen zuen tarte bat bere beste zaletasunak baliatzeko : edozein liburutegiko historia edo soziologiako liburuen apaletan miazten arituko zen edota zinematoki sortu berri batean zuri-beltzeko filma bati so. Eta hau paradoxa, nahiz erretzaile amorratua izan, kirolzalea ere bazen Agirre. Dohain guzi hoieri esker buru egiten zuen Agirrek bere bizian ezagutuko zituen gerla, konzentrazio eremua, nazien jazarpena eta beste hainbat abenturatan. Beste alde batetik dohain hoiek baliatuko zituen euskaldunek garai modernoan izan duten lehen gobernuaren xutik ezartzeko.

Bere ikasketak

Bere ikasketak hasi zituen Bilboko lehen ikastolan. Hau zegoen Plaza Barrian eta Florentzia Gogenuri izan zen Agirreren andereñoa. Normala zen guraso euskaldunen lehen semea ikastolara joatea. Haatik, lehen urteak ikastolan pasa ta gero, ondotik ikasitako guziaz gaztelaraz ikasi zuen eta pixkanaka ama hizkuntza galduko.

Euskara, geroago berreskuratu beharko zuen Jose Antoniok. 1914n bigarren mailako hezkuntzan sartzeko azterketa gainditu eta Orduñako Jesuiten eskolan sartu zen.

Urte hortan hasi zen lehen Munduko gerla. Espainia ez zen sartu gerlan, eta industriak eta merkataritzak garapen azkarra izan zuten. Jose Antonio-ren aita, abokatua izateaz gain txokoleta-fabrika bateko bazkide nagusia zen. Familiak ez zuen deusen eskarik !

Gazte denbora

Agirretarrek pasatu bolada on hori, gertakizun latz batek hautsi zuen : 1920n aita hil zen ! Jose Antoniok proposatu zion amari bera izango zela, anai arreben aita. Jada erresponsabilitateak bere gain hartzen bazakien eta amarekin batera arduratu zen bere anai arreben altxatzeaz eta « Chokolates Agirre » negozioaz. Izena ere aldatu zioten « Chokolates Bilbainos » deituz. Enpresa hori erabat aurrerakoia bilkatu zen : medikuaren asistentzia, opor ordainduak eta enpresaren etekinen parte bat langileri emaiten zuten. Holako guti zen orduan.

Agirretarrak katoliko engaiatuak ziren eta Leon XIIIgarrenak erakatsi doktrina soziala (Rerum Novarum entziklikan) aplikatu zuten enpresan. Gisa hortako enpresa guti zen garai hartan. Sozial norabide hori nahiko zuen geroago ere eman Euskadiri.

Bestalde 1920n bertan Jose Antoniok Zuzenbide ikasketei ekin zien Deustoko Unibersitatean. Ordurako Agirra familia Bilbotik, Algortara joana zen bizitzera. Unibersitatean historiarekin zerikusia zuten gaiak nabarmendu zituen Jose Antoniok. Ez hori bakarrik, kiroletan ere asko sartzen zen : pilotan ongi, igeriketan, arraunean, eta batez ere futboleant.

Deustoko taldean jokatu zuen lehenik eta handik Bilboko Athletic famatura pasatu zen. Lehen mailara beraz, aurrelari gisa eta ospe handia lortu zuen talde honetan. Espainako Txapelduen izaitea lortu zuen « lehoinekin » !! Geroan noizean behin jokatuko zuen zaletasun hutsak bultzatu eta.



1925ko azaroan, 21 urtekin lortu zuen abokatu titulua ! Ondotik urte batez soldatutza egin zuen, Bilbon bertan beharrik (Garellano kuartelean). Handik landa lanean hasi zen abokatu bezala Esteban Bilbao abokatu bulegoan. Laster sortuko zitzaion bere ber ibiltzeko gogoia eta 3 urte geroago bulego bat ireki zuen A. Berreteaga lagunarekin. Lan munduko gaiak jorratzen zituzten batik bat, baita egoera sozio politikoari lortuak ere (1923-1930 Primo de Riveraren diktadura zegoen). Aldi hortan ere, EAJko kide egin zen Jesus Mari Leizaolak bultzaturik.

Aintzinetik ibilia zen « Juventud Catolica » ize-neko taldean . Bai familian, bai Jesuitekin ikasia pratikan eman nahi zuen. Heldu zen Bizkaia Herrialdeko lehendakari izatera eta haren omena zabaldu zen Bizkaia osora.. Orduan euskara erreperatu zuen eta Monzon-ek dion bezala bazterrek inharrosi zituen erran zuelarik hitzaldiak euskaraz egiten zituela : « Agur eta Gabon baino gehixeago jakin behar baita hori egiteko » Monzon-ek dioen bezala.

Heldu den aldian ikusiko dugun bezala Jose Antonio Agirre 27 urterekin bilakatuko da Getxoko alkate, Autonomi Estatuaren aldeko kanpanaren buru 5 urtez, Bizkaiko eta Nafarroko diputatu denbora berean, geroago Euskadiko lehen Lehendakari. Gizon ekintzaile eta maitagarria.



Les Régions françaises, au milieu du gué...

Contrairement à certains des États-membres de l'Union européenne (Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Royaume-Uni...) qui ont poussé loin l'autonomie régionale, la France reste prisonnière de sa culture jacobine. Paradoxe : alors que la Région semble encore fragile en tant qu'institution, certaines régions françaises en tant que territoires occupent les premières places dans le classement européen.

Malgré des schémas d'organisation différents, les choix institutionnels dans nombre de pays européens sont à la fois fondés sur l'acceptation et l'application de la diversité culturelle ou territoriale ainsi que la concrétisation du principe de subsidiarité.

Des organisations très différentes

L'on constate que globalement, les collectivités régionales sont dotées de compétences substantielles :

- elles exercent des pouvoirs réglementaires et législatifs réels même si la fonction normative est d'inégale intensité suivant les pays, voire au sein d'un même Etat (cf. exemple de l'organisation différenciée de l'Espagne) ; ce schéma reconnaît donc que les élus locaux ont toute leur place dans la définition de la volonté générale ;
- l'État est recentré sur ses missions régaliennes ; il définit les normes essentielles et les missions des différentes institutions publiques, sans en déterminer les règles d'application et d'organisation ;

nous sommes donc bien loin du schéma en vigueur en France davantage marqué par l'uniformité et la centralisation.

Par ailleurs, et là aussi, contrairement au modèle français, les collectivités régionales ont, en règle générale, la responsabilité d'exercer la tutelle et le contrôle des collectivités de niveau inférieur. Et, sauf exception, la relation État/collectivités territoriales (ou « centre/périphérie ») repose sur l'existence de procédures et d'organismes de concertation et de coordination, voire de résolution de conflits entre les différents niveaux.

Un poids encore très faible

Dans ce panorama, il convient également de noter que les Régions françaises ont un poids budgétaire et financier bien inférieur à celui des autres Régions européennes. À titre d'illustration, en 2000, les dépenses régionales représentaient par habitant : 1 700 € en Italie, 1 600 € en Espagne et seulement... 200 € en France. De la même façon, le poids des Régions françaises dans la dépense publique locale apparaît faible, comparativement aux autres Régions européennes.



Un débat organisé au Conseil Régional d'Ile de France

Dernière comparaison frappante (que l'on connaît bien ici) : pour une population à peu près de même taille, le budget de la Région Aquitaine est de 1,2 milliards d'€ alors qu'il dépasse les 10 milliards d'€ pour la Communauté Autonome d'Euskadi !

On le voit bien, la Région française reste bien en deçà institutionnellement, fonctionnellement et financièrement de ses voisines européennes (régions italiennes, communautés autonomes espagnoles, régions belges ou länders allemands...) qui jouissent d'une forte autonomie et de responsabilités pleines et entières.

Ceci étant dit, si les régions françaises apparaissent encore comme des « nains politiques » dans le paysage européen, certaines d'entre elles occupent les premières places lorsqu'on examine la situation du simple point de vue économique.

Le 1^{er} PIB régional d'Europe

Ainsi, selon une étude récente réalisée par l'Observatoire des Territoires de la DATAR, il est significatif de noter qu'à l'échelle de l'Europe des 27, le niveau du PIB de l'Ile de France en fait, et de loin, la 1^{ère} région européenne, classée largement devant de la Lombardie et Londres. Deux autres régions françaises figurent dans ce peloton de tête des régions européennes selon leur niveau de production : Rhône-Alpes (au 7^e rang) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (au 15^e rang).

La capacité d'innovation est un autre indicateur intéressant à mesurer : ainsi, l'Ile de France se retrouve de nouveau au 1^{er} rang européen pour le niveau de dépenses de recherche, ainsi que Rhône-Alpes qui se situe dans les 10 premières régions européennes.

Par ailleurs, il convient de noter que les performances économiques de la France sont fortement dépendantes d'un petit nombre de régions. La production des régions françaises reste donc géographiquement très concentrée : elle se caractérise par la place prépondérante de l'Ile de France (28,3% du PIB) suivie de Rhône-Alpes (trois fois plus petite). Si on y ajoute PACA et le Nord-Pas-de-Calais, le poids de ces 4 régions dans la production nationale atteint 50,3% du PIB de la France en 2006.



Un système grippé

On n'abordera pas l'épidémie de grippe A sous l'angle purement médical mais quelques chiffres sont à retenir :

- 275 décès sur une estimation de 15 à 20 millions de personnes ayant été en contact avec le virus, à mettre en parallèle avec les 4000 décès annuels liés à la grippe saisonnière.
- Une campagne de vaccination qui aura coûté 2 milliards d'euros pour vacciner 5 millions de Français alors que la vaccination annuelle contre la grippe classique, réalisée par les médecins généralistes et les infirmières, permet de toucher 15 millions de patients pour un coût 20 fois inférieur.
- Enfin, 2 milliards d'euros investis pour une pathologie somme toute bénigne tandis que le gouvernement n'investit que 750 millions d'euros sur 5 ans dans le plan Cancer, maladie qui est aujourd'hui la première cause de mortalité en France !



Quelque soit la cause du décès, cela est toujours un drame humain mais il nous faut relativiser le discours volontairement alarmiste de nos dirigeants. Cette épidémie aurait du être un grand mouvement de santé publique organisé conjointement par l'État et les médecins mais ce rendez-vous a été manqué. En effet, les logiques politiques (ce sacro-saint principe de précaution poussé à l'extrême) et économiques (95 millions de doses à écouler car achetées au prix fort) l'ont emporté sur l'aspect médical.

Inefficacité du centralisme

Le plan mis en place par Roselyne Bachelot est l'illustration de l'inefficacité d'une organisation centralisée, vestige bien vivant du jacobinisme de nos élites et est riche d'enseignements car il réunit toutes les conditions menant à un échec certain :

- une organisation tentaculaire et verticale sans tenir compte de l'expérience des acteurs de terrain
- des procédures rigides et inadaptées ne laissant aucune initiative aux agents de proximité
- un éloignement physique entre les décideurs, restés dans leur tour d'ivoire ministérielle, et les professionnels de santé.

Cela était prévisible tant nos élites sont convaincues de la nécessité de régenter par des normes, recommandations et directives diverses le travail des agents de terrain incapables à leurs yeux d'une action de qualité.

Or l'animal social que nous sommes fonctionne d'autant mieux que nous communiquons de façon horizontale et que nous gardons notre capacité d'adaptation vis-à-vis des difficultés de nos missions. Ne confondons pas l'organisation planifiée avec la logistique et la nécessaire coordination. Ces deux dernières notions correspondent à l'ensemble des moyens mis à disposition des agents de proximité (ici les médecins) pour leur permettre d'atteindre un objectif commun, en les laissant maîtres des moyens à mettre en œuvre pour exécuter leur mission.

Une organisation à la soviétique

Une organisation pléthorique à la soviétique encadrée par des processus rigides est toujours un facteur d'échec. Cela est vrai pour cette campagne de vaccination mais on peut tirer les mêmes conclusions dans bien des domaines (organisation des soins sur le territoire, mais aussi l'Éducation nationale, le social, l'économie...).

Ainsi, Dejours, sociologue auteur d'un ouvrage sur l'évaluation du travail à l'épreuve du réel, écrit ceci : « *le réel se fait connaître au sujet par sa résistance aux procédures, aux savoir-faire, à la technique, à la connaissance, c'est-à-dire par la mise en échec de la maîtrise* ».

Vouloir tout contrôler sous couvert d'une démarche qualité optimale sans tenir compte de la réalité du terrain et du savoir-faire des acteurs de proximité est contre-productif. Ceux-ci sont jugés sur leur aptitude à suivre des procédures prédéfinies et non pas sur leur capacité à atteindre l'objectif qui est pertinent

pour la société. Ce type de procédure est par exemple le quotidien du personnel soignant des hôpitaux. Le fonctionnement des services se résume en 3 règles :



- le soignant est un incapable désorganisé et dépendant qu'il faut absolument encadrer
- le coût de l'encadrement et la gestion des procédures ne comptent pas puisque c'est le soignant qui coûte cher
- la baisse de la productivité n'a aucune importance puisque avant on travaillait forcément mal.

Voilà Ubu de retour ! Pour améliorer la qualité des soins, diminuons le personnel ! Que dire de la gestion de l'éducation notamment qui se base sur les mêmes principes.

Cette organisation étatique inefficace est l'illustration parfaite de la volonté de l'État de tout contrôler sans tenir compte de la dimension humaine de proximité. Et nous qui sommes porteur d'un projet institutionnel spécifique pour le Pays basque, n'ayons pas peur de dire que l'on ne peut en aucun cas prendre en charge les besoins réels d'une population si les décisions sont prises et imposées par un « droit divin jacobin » coupé de la réalité d'un territoire et de son savoir-faire.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238



La LGV en débat

L'actualité est marquée par une forte mobilisation en Pays basque contre la nouvelle ligne à Grande vitesse. Notre mensuel contribue à un travail pédagogique sur un thème complexe. Ce mois-ci, nous donnons la parole à Christian Maudet, responsable de Réseau Ferré de France et à Alain Iriart, l'un des élus locaux fermement opposé au projet de nouvelle ligne LGV.



Christian Maudet (RFF) : **“ L'enfouissement est privilégié ”**

Christian Maudet est le chef de la mission des Grands Projets du Sud-Ouest de Réseau Ferré de France, la société chargée de l'étude sur la LGV. Il est au coeur de la controverse sur ce projet.

L'opposition au projet de LGV est toujours très forte en Pays basque. Le manque de concertation est mis en avant régulièrement. Les élus se sentent mis devant le fait accompli notamment sur le financement demandé aux Collectivités locales. Que leur répondez-vous ?

Tout d'abord, on peut indiquer d'une manière générale que les populations directement concernées (voire les communes) par de grands projets d'équipements publics quel qu'ils soient (infrastructures routières ou ferroviaires, centre de traitement des déchets, lignes à haute tension, etc...) sont très souvent opposées à leur réalisation en général ou sur leur territoire en particulier. C'est ainsi que pour ces grands équipements, l'objet de l'utilité publique est à apprécier à un niveau régional, national voire international, le territoire n'appartenant pas uniquement à ceux qui y vivent, toutes les règles et réglementations y compris de protection de la nature et de l'environnement en fixent les limites.

Dans le cas présent de la ligne nouvelle au Pays Basque, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu concertation ou au moins volonté de concertation de la part de RFF. On peut uniquement dire qu'il y avait incompréhension sur l'objet de la concertation. Comme pour l'ensemble des études des lignes nouvelles entre Bordeaux et Toulouse d'un côté et Bordeaux Espagne de l'autre, jamais à ce stade d'étude une concertation aussi importante a été menée. Ainsi plus de 1000 acteurs locaux (élus compris) ont été associés à plus de 100 réunions de travail et de concertation pour la définition des fuseaux de passage de la ligne nouvelle, sans compter les réunions et contacts directs. Simplement, la concertation portait sur la détermination du meilleur fuseau possible pour le passage de la ligne nouvelle et non sur la justification ou la nécessité de la ligne nouvelle, dont l'étude a déjà fait l'objet d'une décision au niveau de l'État à la suite des débats publics organisés en 2005 et 2006, et l'objectif de réalisation confirmé en par la loi Grenelle 1 (partie des 2000 km de ligne nouvelle à réaliser d'ici 2020) et par des accords internationaux avec l'Espagne.

À partir du moment où une partie des élus locaux (pas tous, de nombreuses réunions de

concertation se sont tenues avec des représentants du département des Pyrénées Atlantiques et de certaines agglomérations et communes de la côte basque) contestait le principe même de la ligne nouvelle et ne souhaitait pas ainsi être associée à sa mise au point, il est certain que leur refus de participer à la concertation menée par RFF en découlait et que pour eux, l'absence d'une nouvelle concertation sur la justification de la ligne nouvelle pouvait être interprétée comme une absence de concertation.

Quant à la demande de financement pour la réalisation des projets de lignes nouvelles, cela correspond à la politique actuelle de financement de ces projets décidée par l'État.

RFF fournirait des informations erronées ?

Le terme « erroné » ne peut être accepté. Lors du débat public, les hypothèses annoncées étaient le résultat de plusieurs études menées préalablement et validées par les services de l'État, même les expertises menées à l'époque ne remettaient pas en cause les chiffres, mais éventuellement l'usage considéré comme « optimiste » qui en était fait en particulier pour le fret.



Deux choses sont à préciser à ce sujet. Tout d'abord comme toute étude prévisionnelle (surtout à long terme), il ne peut s'agir que d'hypothèses et pas de certitudes, c'est ainsi qu'en



Astigarraga et la frontière, le trafic voyageurs est bien moins important (trafic international uniquement). Ainsi, le trafic international de fret envisagé sur la ligne nouvelle côté français pourra s'écouler sans problème de capacité jusqu'à Astigarraga par le Y basque et à ce niveau, comme cela est prévu dans la conception de cette gare, le trafic de fret pourra « basculer » sur la ligne existante espagnole qui sera d'ici là aménagée, avec un troisième rail, à écartement européen.

Il n'y a donc aucun problème pour assurer la continuité du trafic fret.

La traversée de la LGV dans une zone urbanisée suscite les plus vives inquiétudes quant à l'impact sur la vie des populations concernées. Connaît-on dans le détail l'impact environnemental et foncier de ce projet ? Combien de terrains, de propriétés seront concernés ?

L'objet des études et de la concertation qui vont être menées en 2010 est justement de définir le meilleur tracé possible à l'intérieur du fuseau de passage retenu pour limiter les impacts environnementaux et fonciers. Il faut rappeler à ce sujet que l'objectif qui nous a été assigné par l'État est de privilégier dans la traversée du Pays basque l'enfouissement de la ligne nouvelle dans les secteurs les plus sensibles. Ainsi, compte tenu des analyses faites à ce jour sur le contexte urbain et environnemental et sur les contraintes physiques (relief et vallées inondables) l'objectif d'avoir environ 60% de la ligne nouvelle en souterrain semble pouvoir être proposé. Le nombre et la nature des propriétés concernées dépendront ainsi du tracé retenu et des mesures qui l'accompagneront en particulier au niveau des protections phoniques et des mesures d'intégration paysagère.



Le coût d'une telle infrastructure est-il justifié ?

Le coût, important, d'une telle infrastructure ne peut être apprécié que par rapport à sa rentabilité économique qui résulte essentiellement du

trafic (donc des recettes de péages) qui y circulera. Il faut noter à ce sujet que cette rentabilité doit être appréciée sur le long terme, une infrastructure de ce type étant faite pour être exploitée pendant des dizaines voire des centaines d'années (la ligne actuelle a plus de 150 ans même si des travaux d'entretien et de renouvellement sont en permanence nécessaires).

RFF est accusé de surestimer les prévisions de trafic. La Cour des Comptes l'a épinglé sur une sous estimation initiale des investissements. Qu'en est-il selon vous ?

Sans revenir sur ce qui est dit plus haut à ce sujet, on peut rappeler que la réalisation d'une ligne nouvelle se situe dans une volonté d'offrir une infrastructure permettant de développer le trafic ferroviaire de marchandises comme de voyageurs. Par exemple, en ce qui concerne le fret, l'objectif retenu dans la loi suite au Grenelle de l'environnement est d'assurer 25% du transport terrestre de marchandises par des modes non routiers c'est-à-dire essentiellement par le rail. Notre objectif exprimé au moment du débat public pour les échanges avec la péninsule ibérique était de 20 % (contre 4 % aujourd'hui). On pourrait considérer que l'on est au contraire assez modeste et qu'on manque d'ambition. En ce qui concerne la sous estimation des projets, tout dépend des objectifs qu'on se fixe. Pour la traversée du Pays basque, il est certain que les mesures que l'on va être amenées à prendre pour enterrer majoritairement la ligne nouvelle et réaliser les mesures d'insertion environnementale de toute façon nécessaires auront un coût, mais ce coût sera justifié par les objectifs que l'on aura retenus.

Toutes les expertises ont-elles été menées pour étudier l'aménagement de la voie existante ? N'y a-t-il aucune solution technique pour combler les points faibles éventuels de cette alternative alors que des travaux de très grande envergure sont prévus sur la nouvelle ligne ?

Des études ont déjà été faites et d'autres vont être engagées pour aménager la ligne existante entre Bordeaux et Hendaye comme indiqué à la suite du débat public. Certaines opérations de modernisation et d'amélioration de la capacité de cette ligne sont déjà réalisées, en cours ou vont commencer (reconstruction du pont ferroviaire sur l'Adour à Bayonne). On ne peut donc

fonction de nouveaux éléments ou de nouvelles situations (en particulier économiques) ces hypothèses sont en permanence réajustées. Ainsi les hypothèses valables en 2004 ne seront pas forcément les mêmes en 2010 et ne correspondront sûrement pas à la réalité de 2025. L'objet des études (qui sont menées en permanence à ce sujet) est d'ajuster au mieux ces hypothèses au fur et à mesure de la mise au point des projets.

Ensuite, il faut bien voir que des projets de cette importance ne sont pas uniquement réalisés pour répondre à des besoins immédiats plus ou moins bien connus mais pour offrir à moyen et long terme des solutions répondant à des objectifs généraux. C'est ainsi que le développement du réseau ferroviaire français et européen correspond à une volonté politique largement partagée de permettre la libre circulation des personnes et des biens en respectant les principes du développement durable. Ainsi, pour assurer un transfert significatif des transports routiers et aériens de voyageurs comme de marchandises vers le ferroviaire, le développement du réseau ferroviaire a été retenu.

Les prévisions de croissance du fret sur l'Y basque et le sud de la France sont divergentes. Pourquoi ?

Il n'y a pas divergence dans les prévisions de croissance du trafic de fret entre la France et l'Espagne si on tient compte des différents aspects de cette question. Pour assurer l'écoulement du trafic de fret entre la France et l'Espagne, il ne faut pas se limiter à la réalisation du Y basque mais prendre en compte l'ensemble du réseau ferroviaire qui à terme sera composé de deux lignes à deux voies (ligne existante et ligne nouvelle). Une grande partie de la capacité du Y basque est effectivement réservée (en particulier de jour) au trafic de voyageurs au sud d'Astigarraga. Mais entre



pas dire qu'il n'y a pas d'aménagements prévus sur la ligne existante, ils sont simplement pré-alables et complémentaires de la réalisation de la ligne nouvelle. En effet, les aménagements possibles de la ligne existante ne peuvent représenter une alternative à la réalisation de la ligne nouvelle essentiellement sur plusieurs points : la possibilité d'augmenter la vitesse de circulation des trains de voyageurs (qui nécessiterait la modification du tracé de la ligne existante difficilement concevable en zone urbaine), la nécessité d'assurer une continuité des trafics pour les trains de marchandises (modification de toutes les gares entre Bayonne et Hendaye pour permettre l'arrêt des trains de voyageurs en dehors des voies principales de circulation), la suppression de la plupart des passages à niveau (et leur remplacement par des passages dénivelés difficiles à intégrer sur le plan foncier et environnemental), la nécessité de réaliser des protections phoniques (écrans anti bruit en milieu urbain), etc... Déjà lors du débat public, les mesures à prendre pour permettre un développement du trafic sur la ligne existante avait été considéré par la plupart des élus des communes concernées comme plus contraignant et pénalisant que la réalisation d'une ligne nouvelle contournant la conurbation de la côte basque de Bayonne à San Sebastian.

Pourquoi le scénario de l'aménagement de la voie existante serait incompatible avec le réseau européen de la LGV ? Le ralentissement de la vitesse est-il rédhibitoire ? Y a-t-il d'autres raisons ?

Indépendamment de la question de la continuité de la grande vitesse (on peut rappeler qu'actuellement le meilleur temps de parcours en train entre Bayonne et San Sebastian - gare centrale avec changement à Irun - est de 1 h 20 environ. Avec la ligne nouvelle - vitesse limitée à 220 km/h - la gare de Bayonne sera à environ 20 mn de la gare d'Astigarraga), la réalisation de la ligne nouvelle pour le trafic international de voyageurs et de marchandises va permettre de développer le trafic local de voyageurs sur la ligne existante avec des TGV de desserte locale plus nombreux, un développement des TER et également la possibilité de mettre en service des navettes ferroviaires locales y compris transfrontalières au niveau de l'Eurocité basque (type tram-train par exemple) avec éventuellement des arrêts supplémentaires. L'objectif est d'offrir sur la ligne existante, débarrassée du trafic international, un véritable service ferroviaire de proximité plus économique, plus rapide et plus confortable que la voiture pour les déplacements à l'intérieur de ce territoire. Dans cette perspective, la recherche d'une circulation maximale de trains sur la ligne existante n'est pas un objectif. Comme sur l'ancienne RN10 la circulation automobile et de

camions a été allégée avec la réalisation de l'autoroute A 63, ce qui a permis de la réaménager et de favoriser même le développement des transports collectifs (couloirs pour des bus rapides prioritaires), la réalisation de la ligne nouvelle absorbant tout le trafic ferroviaire qui ne concerne pas l'Eurocité Basque doit permettre de faire jouer à la ligne existante un rôle tout à fait stratégique dans le développement des transports publics urbains ferroviaires.

Selon vous, la création d'une nouvelle Ligne à Grande Vitesse est-elle inévitable ?

Compte tenu des objectifs fonctionnels et environnementaux du développement du réseau ferroviaire national et européen et de la complémentarité des fonctions entre la ligne existante et la ligne nouvelle rendue ainsi possible, la réalisation de cette dernière peut être considérée comme une nécessité et un objectif commun partagé afin de préparer l'avenir et d'offrir aux générations futures les équipements et aménagements dont ils auront besoin (et qui seront comme partout ailleurs plus difficiles à réaliser s'il n'y a pas l'anticipation nécessaire au niveau foncier et opérationnel). Néanmoins seule la déclaration d'utilité publique à la suite de l'enquête d'utilité publique devra confirmer les conditions et l'échéance de sa réalisation.



Alain Iriart : « Pour une étude sérieuse sur la voie existante »

Alain Iriart, maire de St Pierre d'Irube et Conseiller général de ce canton est indigné par la façon d'agir de RFF. Le lien de confiance est rompu depuis l'annonce volontaire de données erronées en 2006. Sa principale revendication : explorer sérieusement et étudier en profondeur l'alternative de l'aménagement de la voie existante.

En 2006, à l'issue du débat public, la grande majorité des élus semblait partager la nécessité d'une nouvelle ligne LGV. Pourquoi un tel changement de situation depuis ?

En 2006, le débat avait déjà relevé les insuffisances des éléments techniques de RFF. Un

certain nombre d'élus et d'associations s'étaient positionnés sur le dossier à cette date. Nous n'avions pas été écoutés. La confiance à l'égard de RFF a été rompue parce que le seul argument avancé pour justifier des nouvelles voies était celui de la saturation des voies actuelles. Or, l'étude obtenue et menée lors du débat public avait déjà démontré que l'état des lieux réalisé par RFF et les prévisions annon-

cées étaient erronés. Cela n'est pas acceptable. Cette malhonnêteté intellectuelle est à la base de la rupture de confiance. C'est bien en 2006 que le débat a été tronqué. Nous avons dès cette date réclamé une étude approfondie de l'aménagement de la voie existante. Nous ne l'avons jamais obtenu. RFF a affiché 4 scénarii possibles mais avait déjà choisi le scénario de la voie nouvelle.



Au Sud, la gouvernance locale a permis un vaste débat public sur un projet beaucoup plus lourd et finalement une adhésion massive à l'Y basque. Au nord, EAJ-PNB a dénoncé la gestion déplorable de ce dossier de la part de l'État français. Ne sommes-nous pas une fois de plus confrontés aux déficiences d'un pouvoir lointain ?

La façon dont nous avons été traités et maltraités en nous donnant de fausses informations est intolérable. Quant il y a un problème d'objectivité des éléments techniques servant de base aux décisions, les élus ne doivent pas accepter cette situation. Il n'y a jamais eu de véritables confrontations ou d'échanges constructifs... Si l'aménagement de la voie actuelle n'était pas possible, pourquoi l'État et RFF l'auraient envisagé en option n°1 lors du débat public. En fait, il n'y a eu aucune étude sur l'aménagement de la voie actuelle. Tout leur argumentaire portait sur la saturation des sillons dès 2015. Il est inadmissible que les communautés de communes aient été obligées de financer un cabinet indépendant pour démontrer les potentialités des voies actuelles. Résultat: actuellement, il circule 81 trains par jour tandis que le potentiel maximum est à 320 trains soit 300% d'augmentation possible ! À notre demande, une réunion de confrontation de l'étude Citec et des éléments RFF s'est déroulée mais RFF a prétendu ne pas avoir lu ce dossier. C'est une nouvelle fuite en avant; par contre, ils ont mobilisé la presse 10 jours plus tard pour mépriser les travaux réalisés. Plus le pouvoir est lointain, plus il est déconnecté de la réalité quotidienne et locale. Il s'agit d'un mode de gouvernance inadaptée qui ne prend pas assez en compte les préoccupations de terrain. Je crois beaucoup à la décentralisation, aux collectivités territoriales proches des citoyens. La réforme des collectivités territoriales va vers plus de centralisation peut être pour que les élus locaux ne puissent s'exprimer sur ce type de sujet... Je crois que c'est une erreur.

Quelles sont les principales raisons de l'opposition des élus ? La peur de l'impact environnemental, de l'emprise foncière, la pression populaire, la contribution demandée, les prévisions discutables de RFF ?

Nous ne sommes pas opposés à la LGV et nous sommes favorables au développement du transport ferroviaire. Pendant 60 ans, ils n'y a

eu aucune volonté d'aménagement du réseau ferroviaire et tout d'un coup, pour justifier un projet, il est mis en avant des perspectives d'évolution du trafic ahurissantes. Le trafic prévisionnel augmenterait de 137% en quelques années pour passer de 80 à 190 trains par jour. L'argument de la mise aux normes des voies espagnoles n'est pas suffisant pour justifier cette progression... C'est tout d'abord, la croissance de la production et des entreprises qui augmente le trafic. Or, nous en sommes très loin aujourd'hui. Je rappelle que la seule plateforme de transport multimodal se trouve sur notre territoire à Mouguerre et que cette zone de fret a perdu 40% de son volume d'activités en 2008 / 2009. Les prévisions de RFF sont largement surestimées comme le pointe régulièrement la cour des comptes dans ces rapports. Pour notre part, il n'y a pas d'opposition sur le développement du réseau ferroviaire, mais sur le choix réalisé. Il faut étudier ce dossier sur des bases objectives et sur des prévisions crédibles. Nous n'avons jamais pu avoir de débats de fond sur ce thème. C'est inadmissible. Il faut étudier la question sérieusement et ne pas se contenter de regarder sans esprit critique les données présentées par RFF.



Ensuite, bien évidemment nous craignons l'impact humain et environnemental. Nous avons donc pris le dossier à bras le corps. Nous n'allons pas sacrifier les intérêts de population uniquement pour le trafic international entre Paris et Madrid. Pour donner un exemple, dans la zone du fuseau établie par RFF, 1050 habitations sont concernées sur les 4 communes de notre canton. Cela ne signifie pas qu'elles seront toutes expropriées, mais leur cadre de vie sera durablement altéré. Et tout ceci, alors qu'il existe une alternative crédible, moins onéreuse et qui prend en compte les intérêts du territoire.

Peut-on être à la fois pour la LGV et des vitesses de 220 voire 300 km/h et accepter le scénario qui prône ici et ailleurs un TGV à un peu plus de 100 km/h ? Ne sommes-nous pas dans deux projets différents et deux logiques différentes, celle qui accepte la compétitivité, le développement économique et celle qui le nie avec dans les deux cas une forte préoccupation écologique ?

Non, il ne s'agit pas de deux projets différents mais d'affichages politiques différents. Sur la partie Pays basque, avec l'arrêt en gare de Bayonne, il est fort probable que la LGV n'atteindra jamais la vitesse énoncée ou ne passera jamais à Bayonne... Le choix de la gare à Bayonne donne un crédit à la voie actuelle. Là où il doit y avoir débat, c'est sur la nécessité de relier toutes les agglomérations, les plus petites comme les grandes et non de privilégier uniquement les principales métropoles comme le projet actuel le montre. Pour cela, il faut étudier sérieusement l'aménagement de la voie existante. Que RFF le fasse. Ce n'est pas la vitesse qui pose problème. Mais plutôt l'argent public nécessaire pour l'investissement et l'exploitation de la ligne.

La LGV est le symbole du type de développement économique du XX^e siècle qui a atteint ses limites. Il est inutile d'alimenter de faux clivages entre les soi-disants tenants du progrès et les autres. Aujourd'hui, des projets tournés vers la production et la consommation locales seront indispensables pour limiter les transports. Cela ne sera pas possible pour tous les produits mais cette démarche est salutaire et aura donc une influence sur les transports. Par ailleurs, il faudra également favoriser la complémentarité entre les modes de transport en fonction des productions et des lieux de livraison.

Pensez-vous que l'aménagement des voies existantes répondrait aux normes européennes et est intégrable au projet européen de la LGV ?

Notre volonté dans l'aménagement de la voie existante est que le transport international et local, de voyageurs et de marchandises, le transport en commun entre Bayonne et St Sébastien soient réalisables. Toutes ces conditions rendent notre projet intégrable au programme européen. Il faudra également étudier le cabotage et les perspectives de développement du fret par Saragosse.



Pourquoi le projet de voie nouvelle a été privilégié dès le départ ?

La facilité technique ou la rentabilité pour de grandes entreprises peut être, poussent elles à la création de cette nouvelle ligne ? De puissants intérêts sont sans doute en jeu. Mais nous ne laisserons pas l'intérêt de nos concitoyens être bafoué puisqu'il existe d'autres possibilités d'atteindre les mêmes objectifs.

Y a-t-il des alternatives techniques crédibles pour les 30 000 riverains qui devraient supporter le passage régulier des trains ?

Les riverains subissent déjà des contraintes. Nous n'allons pas multiplier les contraintes auprès d'autres personnes. Nous sommes à St-Pierre-d'Irube dans une ville où nous supportons l'élargissement de l'autoroute de l'A 63 et son raccordement à l'A 64. Nous connaissons très bien les nuisances de bruits de deux autoroutes ! Lors de études, nous n'avons pas demandé à créer l'autoroute 10 km plus loin. Par contre, nous avons négocié pied à pied des protections phoniques et une tranchée couverte. Encore une fois, nous demandons l'étude d'un véritable projet. Que RFF travaille au lieu de condamner sans étudier. Comme tout projet délicat, il ne se réalisera pas sans difficulté. Lors des études, de nouvelles contraintes que ni Citec, ni même les partisans de la nouvelle ligne n'imaginent, vont surgir.

Encore faut-il que les études soient réalisées. Lorsque l'on sait que selon la Cour des Comptes, 37% des prévisions RFF sont sur-évaluées et les investissements sous estimés, cela n'est pas acceptable dans un État en déficit de 150 milliards.

Les élus n'ont-ils pas plutôt un rôle de médiateur pour calmer les peurs plutôt qu'un rôle d'opposant ?

Les élus ne sont pas là pour se contenter de l'écume des jours et pour tout avaliser sans réflexion critique. À ce jour, jusqu'à preuve du contraire, nous sommes les seuls à faire avancer le débat, en 2006, par les observations critiques, avec l'étude Citec, par la confrontation avec RFF et en demandant un médiateur. Le sens de la responsabilité se manifeste dans l'étude sérieuse des dossiers et dans la volonté de dialogue et non pas dans la résignation.

N'y a-t-il pas un devoir de responsabilité pour assurer la continuité de l'Y basque ? L'aménagement de la voie existante assurera-t-elle cette continuité ?

C'est bien notre projet qui assure la meilleure continuité avec le Pays basque sud pour le transport local et international, de voyageurs et de marchandises... La voie nouvelle est avant tout dans une logique de transport international de marchandises entre Paris et Madrid. La continuité est elle aujourd'hui mise à mal

entre Bayonne et Irun ? Les trains n'y circulent ils pas ? On accélère aujourd'hui l'idée endormie du tram-train pour justifier la nouvelle ligne. On marche sur la tête. C'est bien la volonté de mettre en place des transports en commun de qualité qui doit être à la base du projet et non pas la justification d'un tout autre projet. Jusqu'à ce jour, la réelle volonté politique de travailler avec les élus du Pays basque sud n'existait pas. J'espère pour ma part que nous irons dorénavant dans ce sens.



Depuis Bayonne, être à moins d'une heure de Bilbao et à 30mn de St sébastien, n'est-ce pas un rapprochement annoncé entre Basques et une façon de construire le zaziak bat ?

Ce n'est pas un problème de voie nouvelle ou de voie actuelle qui est au coeur du rapprochement entre les Basques. Ce n'est pas le potentiel de la voie qui freine mais la volonté politique. Il faut une véritable volonté politique pour aller dans ce sens.



EUSKARAREN DANTZA

Irakurle maiteak, sail berri honek gure hizkuntza goratu nahi du. Beriziki gaurko euskara ezagutaraziz, baina ere bai erran zahar bat oroitaraziz, euskalki baten hitz edo esapide bat agerian ezarriz, idazle bati buruzko xehetasunak, etabar...

Sail berri hau zuentzat egina da eta zuen oharak, proposamenak, lankidetzak, ongi etorriak izanen dira, nahi baduzue.

EZAGUTZEN OTE DUZU HITZ HAU ?

ERKIDEGO : Communauté. Euskal Autonomia Erkidegoa (E.A.E.) = Gipuzkoak, Arabak, eta Bizkaia osatzen duten erkidego politikoa.

Eta hitz honi hurbilak direnak ideien elkartzeaz : **Erkide** : Commun. Baliabide erkideak.

Erkidetu : S'associer. Kidetu, elkartu.

Eta beste hori ? URLIA : Un tel, Tartempion, honelako bat. Polita ez ? Urliak erran dit...

GURE ERRAN ZAHARRAK EDO ATSOTITZAK :

« OGI BEZAINBAT GASNA NAHI ». Zer da ba atsotitz honen erranahia ? Honelako zerbait dudarik gabe : Denak ukan nahi izan, bateraezina diren gauzak ere. Alabainan,

SINONIMOA : *Limurtu* : lerratu, irrastatu. *Baina ere* : seduzitu, konbentzitu. *Don Juan bat* : limurtzailea. (Liluratzailea)

ESAPIDEA : *Barne beltzeko* : Aux mauvaises intentions. Barne beltzeko gizabanakoa.

EUSKALTZAINDIAREN OHAR BAT :

"Heldun den igandean pilota plazan ikusiko gara" huts bat da. *Erran behar da* : "elkar ikusiko dugu". Erdararen eraginez dute huts hori egiten batzuek. Kasu !

GURE IZENAK : *ZIGOR* : euskarazko hitzetik. Zartailu eta gaztigu. Bitxia da Horrelako izena ematea haur bati, ez ? *Abisatua da bederen* : ez bada prestua...

IRAKURTZEKO GOGOIA EMATEKOTAN :

"EUSKARA JENDEA" liburu ederra. *Azpititua* : "Gure hizkuntzaren historia, gure historiaren hizkuntza". Marrazki eta argazkiz betea, gozo gozoa. Atal edo orrialde bakar bat irakur dezakezu hamar minutuz. Hamaika gauza ikasiko dituzu, harrigarriak eta gustagarrienak. Historiaurretik gaurko egunera arte. Mattin Irigoienek idatzitako Aitzin solasan, honelako hau errana da hastapenean : "Poetak xuxen asmatu zuen bere kantuan, umore poxi batekin argumentua zabaldu ondoan, ondorioztatu beharrezko gauzak ondorioztatzen zituela : Ez dugu zaldirik, ez gera zaldunak Ez dugu abererik, ez gera aberatsak Euskera guk dugu, gu gera esukaldunak ! Irakurketa on denei.



Navarre

Le premier bébé navarrais se nomme Irati.

Et le deuxième enfant est navarrais-nigérien. Il se nomme Divine. Ses parents immigrés du Nigeria ne parlent ni le basque ni l'espagnol mais travaillent en Navarre. Souhaitons pour ces jeunes enfants que leur avenir en Navarre soit placé sous le signe de la liberté et de bonnes conditions sociales, avec l'euskara comme langue véhiculaire.

Retour de 60% des vaccins de la grippe A.

Echec des prévisions des besoins de vaccins de la grippe A en Navarre. Très peu de Navarrais se sont vaccinés contre la grippe A. Seuls, 36.000 Navarrais ont été vaccinés sur un potentiel de 118.000 malades. Conséquence :

54.000 doses doivent être rendus aux services sanitaires espagnols. Retard dans l'arrivée des vaccins, les médecins et les infirmières n'étaient pas convaincus de l'effet positif du vaccin, campagne médiatique contre le « négoce » des vaccins, etc. La psychose de la pandémie n'a pas eu l'effet souhaité par le Ministère de Santé espagnol. La campagne n'a pas eu de coût pour la Navarre. Les frais de cette mésaventure sont à la charge du Gouvernement espagnol. En plus, le virus a muté durant tout ce trajet. Un fiasco.

Qui doit juger les attaques fascistes ?

La recrudescence d'attaques fascistes en Navarre et en Communauté Autonome Basque contre la mémoire historique (peinture sur monolithes, stèle funéraires basques, etc), peinture néonazi contre des élus de Nafarroa Bai et

ANV (partis basque), offensives contre des expositions sur l'Islam, menace contre la « txupinera » (discours d'ouverture des fêtes de Bilbao), ont mis en scène la lutte de pouvoir entre les magistrats de l'Audience Espagnole et le Ministère public. Le problème est de considérer ou non ces attaques comme un délit commun ou du terrorisme. S'il s'agit d'un délit commun, le jugement doit se réaliser à Pampelune. S'il s'agit de terrorisme, c'est l'Audience Espagnole qui est concernée. Les possibles condamnations à des peines de prison sont très différentes, suivant le tribunal. Compte tenu de l'expérience politique de ces dernières années, les jugements sur cette renaissance du fascisme en Navarre se réaliseront probablement à Pampelune.

Communauté autonome basque

Astérix parle basque.

Les Basques ont un penchant pour les histoires d'Astérix et d'Obélix. Ces irréductibles, sur un petit territoire occupé, mais non soumis, le sens de la liberté, de l'appartenance, de l'identité... ont fait des aventures d'Astérix, les histoires favorites de plusieurs générations de Basques. Pour fêter le 50^e anniversaire du lancement des aventures d'Astérix, il y aura également un livre en euskara, traduit par Joseba Osa et Usua Lasa rédacteurs de l'entreprise Baku de Zumaia. La traduction a été minutieusement contrôlée par l'éditeur parisien. Trois révisions ont été nécessaires. Les 34 albums précédents ont été traduits en basque mais sont assez difficiles à trouver car ils sont épuisés depuis longtemps.

Les idées d'Otegi majoritaires

Selon un communiqué officiel de la gauche abertzale, les thèses des « possibilistes » s'imposent face au courant Ekin, partisan du statu quo. Les « possibilistes » veulent « un processus démocratique qui prenne pour base la déci-

sion des citoyens basques, sans aucun recours à la violence ». Le document « éclaircir la phase politique et la stratégie » qui tient compte des thèses d'Arnaldo Otegi et de Rafa Diaz de Usabiaga (actuellement en prison) s'impose face à la stratégie du courant Ekin. Le débat, non encore achevé, se réalise dans toutes les Assemblées municipales d'Hegoalde. Le processus finira dans les prochains jours et sera communiqué aux citoyens basques, lors de sa conclusion. Cela rappelle le processus d'Irlande du Sinn Féin face à l'Ira. Bientôt la fin de la violence en Euskadi?

Le président de Greenpeace arrêté

Lopez de Uralde, originaire de Bilbao a été arrêté le 17 Décembre dernier, lors du dîner de gala de la Conférence mondiale de Copenhague. Il s'est fait passer comme invité au dîner et en a profité pour montrer une banderole de protestation contre le changement climatique. Il vient d'être libéré après 21 journées de prison, mais doit se présenter devant le juge, ces prochains jours. Il a été mis en prison avec des malfaiteurs et traité dans de mauvaises

conditions. La pression mondiale a permis sa libération. Les couteuses mesures de sécurité du Gouvernement danois, ont été insuffisantes.

0% d'audience

De 20 : 20 à 20 : 24 hs du dernier jour de 2009, le Lehendakari Patxi Lopez a prononcé un discours en basque sur la chaîne publique Euskal Telebista 1. L'audience était à 0% selon les données publiées par le comptage officiel. Mais que faisait sa famille ? Pas même quatre minutes pour regarder le Lehendakari à la télévision ? Il est possible que sa famille ne sache pas le basque. Et que faisait son irakasle de basque ? Et le rédacteur en chef de son discours en basque ? Et le chef du Parti Populaire (espagnol) qui est son principal allié ? Décourageant pour un Lehendakari qui doit apprendre par cœur son discours en basque. L'an passé, le Lehendakari Ibarretxe avait été écouté par plus de 100.000 spectateurs... Donc si on vous arrête à un contrôle de police et que l'on vous demande : que faisiez-vous le 31 Décembre à 20 :20 ? surtout ne répondez pas « je regardais ETB1 » ce serait un mensonge...



Marie-Andrée St Esteben : « pour un abertzalisme ouvert »

Marie Andrée St Esteben dirige l'Assemblée Territoriale d'EAJ-PNB. Originnaire d'Hasparren et résidant à Biarritz, elle est enseignante dans un lycée privé d'enseignement catholique. Elle est particulièrement sensible à l'esprit humaniste prôné par notre mouvement politique.

Es-tu issue d'un milieu abertzale ?

J'ai évolué dans un milieu très euskalzale. Mon père m'a enrichi de la culture d'ici. J'ai baigné là-dedans. J'ai parlé basque grâce à mes parents. J'ai également appris le catéchisme en basque, ce qui m'a permis de le lire, puis de l'écrire. Sans être ouvertement abertzale, mon père s'intéressait beaucoup à la politique et à l'évolution du pays basque

Comment es-tu devenu abertzale d'EAJ-PNB ?

Adolescente, je me sentais très euskalzale, intéressée par la culture et la création de ces années-là. Nous nous rendions aux kantaldi qui se développaient à cette époque. Je me souviens des concerts de Guk, Pagola, Lerchundi ou Lete... La vie du Pays basque nous passionnait. Dès 14 ans, nous passions quelques jours de vacances à Getaria, pendant les fêtes.

J'ai toujours gardé en moi cet état d'esprit.

Un 1^{er} déclin s'est produit suite à des discussions sur le pays basque avec Jean Marc Quijano. Il m'a invitée à assister à une réunion d'un biltzar à Hendaye. Ce jour-là, j'ai beaucoup apprécié les propos tenus par Manuel Vaquero et Iñaki Durañona. J'ai également rencontré ce jour-là, Iñaki Ibarloza et Fernando Almandoz. À la sortie, je me sentais très en phase avec ces idées.

L'élément déclencheur a été l'Alderdi Eguna de 1997. Jean Marc m'a dit : « viens, tu vas comprendre un état d'esprit ». Ce défilé au milieu de toutes ces personnes qui nous applaudissent parce que nous venions d'Iparralde fut un moment inoubliable. Il y avait là une unité d'esprit, un zazpiak-bat vécu.

Je suis venue chercher ma carte d'adhérente, le 12 mars 1998. C'est un élément de ma construction personnelle dont je suis fière.

Quels ont été les éléments déterminants pour adhérer à EAJ-PNB ?

C'est avant tout un parti humaniste, démocrate dans sa façon de fonctionner. Il implique les alderdikide, fait participer les gens dans le processus de réflexion et de décision. Il reprend finalement une tradition des fueros toujours d'actualité.

Son centrisme implique une mentalité qui me convient. Nous défendons nos propres idées, mais nous sommes ouverts à tout ce qui est positif pour la société, dans d'autres partis.

10 ans après ma décision, je suis toujours en phase avec les idées que prône l'alderdi. Ce n'est pas une adhésion « béate ». Adhérer à un parti c'est oser prendre le risque de ne pas être d'accord sur tout, et d'essayer, entre autre, de travailler à obtenir des consensus. Je me rends compte que la politique est très difficile surtout pour ceux qui s'engagent dans les élections.

J'apprécie que nous soyons capables de nous allier si nous le décidons, à d'autres formations politiques, sans renier nos convictions, mais il s'agit là d'un message difficile à communiquer.

Abertzalisme et ouverture culturelle vont-ils de pair ?

J'apprécie tout particulièrement le 10^{ème} point de la charte : « nous accueillons comme notre frère celui qui, d'où qu'il vienne, souhaite sincèrement partager le destin de ce peuple ».

Se cultiver, s'enrichir. Nous avons à apprendre de tout le monde. Je suis une personne qui vit dans une région pluriculturelle. Finalement, peu importe le type d'expression culturelle, la culture en soi enrichit. Simplement, un spectacle culturel basque fait vibrer l'abertzale qui est en moi. Il fait vibrer en moi, mes racines, une des parties essentielle de mon identité.

Pour autant, cet abertzalisme-là n'est pas le seul possible. J'accueille et je comprends toute forme d'abertzalisme non violent, notamment pour les gens venus d'ailleurs.

Le nationalisme ne doit pas être réducteur et personne n'en a le monopole. Je suis aussi européenne et citoyenne du monde dans le sens où l'évolution du pays basque est aussi celui du monde contemporain .

Comment ressens-tu l'abertzalisme à Biarritz ?

Je ne passe pas beaucoup de temps à Biarritz, et c'est certainement à cause de cela que j'ai la perception d'une ville qui n'est pas Basque. On entend très peu parler basque à Biarritz.

Pour autant, un très gros effort est réalisé en faveur de la culture basque. Biarritz l'a beaucoup développée concrètement. Je pense notamment à la place accordée à la culture basque dans la médiathèque avec ses nombreux moyens de communication, les nombreuses conférences, à la semaine culturelle basque...

Comment le sentiment basque peut-il évoluer ?

Il faut que les gens se côtoient. Beaucoup de personnes de la côte ne connaissent pas le Pays basque intérieur. Les mentalités y sont différentes. En ville, beaucoup ne comprennent pas que l'on puisse même y vivre. Il faut déjà avoir conscience de vivre dans un univers commun.

Comment considères-tu le milieu de l'Éducation ?

Il est difficile d'y mettre en place un apprentissage de la langue basque. Le fonctionnement est lourd, assez rigide, et les moyens très faibles, alors qu'il existe une réelle demande. Si nous avons une certaine autonomie de décision, nous ferions beaucoup plus.

Nous pourrions aussi développer les liens avec le Pays basque sud, faire connaître Hegoalde.

Si nous avons en charge l'Éducation, nous aurions une administration au plus près du terrain pour décider et utiliser des compétences. Il serait par exemple plus facile de réaliser des stages en entreprises en Hegoalde. Il serait important de montrer aux lycéens que tout près, des gens ont réussi, en se bougeant, en se retroussant les manches, et en ayant la possibilité de décider quel futur ils souhaitent construire : cela s'appelle simplement l'autonomie.



Les Ethiopiennes de mars 2010 à Bayonne

L'association EZKANDRAI organise, tout au long de la semaine du 1er au 6 mars 2010, la deuxième édition du Festival «Les ETHIOPHIQUES » dont le parrain est le poète André VELTER. Ce sont 6 journées complètes d'actions artistiques multiples qui s'adressent à un public de toutes générations, dans plusieurs quartiers de Bayonne (St Esprit, Hauts de Ste Croix, Petit et Grand Bayonne...)

Ce festival développe avec bonheur un concept de proximité entre les artistes et le public avec des interventions artistiques dans des lieux atypiques, fréquentés pour diverses activités du quotidien : boulangeries dès les premières heures de la matinée, commerces très divers, bars et restaurants, bibliothèques, librairies, ludothèque, centres aérés, Musée Basque, Bourse du Travail, trinquet St André, cinéma l'Atalante, services publics, places, rues, marchés...mais aussi avec des concerts en appartements privés, en magasins... et en salle de spectacle (Théâtre Municipal...).

Musiciens, acteurs, danseurs, poètes, écrivains, sportifs, photographes, conteurs, chercheurs... artistes du Pays Basque et d'ailleurs... se lancent dans ces rencontres extraordinaires du quotidien. C'est l'art dans la vie de tous les jours, à l'oreille du passant, du client, de l'enfant de tout âge, de tout un chacun...

« Tout n'a pas été exploré... » nous dit Edouard Glissant, parrain des Ethiopiennes de Bayonne en 2009. Découvrons une nouvelle « géopoétique » de notre ville, en allant à la rencontre des habitants, des lieux, des couleurs, des saveurs, des musiques...

En 2009, les Ethiopiennes ont fédéré une énergie très positive, rejoignant un désir de relations plus conviviales entre les habitants de notre ville, un plaisir de rencontres et de véritables échanges... ce fut étonnant et cette année aussi, parions sur cette capacité de créer la surprise et de nous laisser surprendre !

Invitations à l'aube... explorations matinales, déambulations entre les rives des fleuves, siestes musicales, trajets dans la ville, rencontres avec des écrivains, conférences-spectacles, concerts en appartements (ouverts au public dans la limite des places disponibles), rencontres sport (pelote) et culture, concerts au Théâtre, expositions...

Nous vous invitons à découvrir et à participer avec gourmandise à ces Ethiopiennes enracinées dans notre pays et ouvertes au monde : Bayonne, rue du Monde ! comme le dit Beñat Achiary, directeur artistique du festival.

Site internet :
www.ethiopiennes.fr
Tel : 06 33 72 55 53



ALDERDIAREN BIZIA VIE de L'ALDERDI



Luis Maria Bandres Unanue

Il est décédé à Donostia-St Sébastien, le 2 Décembre, à 65 ans à la suite d'une longue maladie.

Il a été Conseiller à la Culture du Gouvernement du Lehendakari Ardanza. Membre du Parlement basque, député foral de Gipuzkoa. Professeur à l'université du Pays basque et membre de l'EBB.



Membre de l'EBB, il fut chargé de la dissolution de la Junta du Labourd du PNV et de l'organisation d'Iparalde d'EAJ-PNB.

De Pasaia, euskaldun, abertzale reconnu d'EAJ-PNB.

Comme burukide de l'EBB, Luis Maria Bandres a été chargé de la dissolution de la Junta du Labourd du PNV et de l'organisation en Iparalde d'EAJ-PNB durant les années 1989/1990.

Plusieurs réunions ont eu lieu à St Sébastien entre les représentants de l'EBB, concrètement Bandres et ceux de la Junta du Labourd. Plusieurs possibilités ont été étudiées et au final, la Junta du Labourd a présenté trois propositions :

- 1- Constituer en Pays basque nord, une association culturelle, de fait, de caractère politique, financée et impulsée par EAJ-PNB pour faciliter l'extension en Pays basque nord de l'organisation d'EAJ-PNB.
- 2- Constituer en Pays basque nord, un parti politique, financé et dirigé par EAJ-PNB mais en dehors de la discipline de ce dernier. Cette proposition était susceptible de différences politiques importantes.
- 3- Étendre en Pays basque nord, l'organisation d'EAJ-PNB, à égalité avec les territoires historiques de Biscaye, Araba, Gipuzkoa et Nafarroa.

Cette proposition a été finalement décidée. Lors de l'Assemblée Nationale Ordinaire célébrée à Vitoria Gasteiz, en mars 1990, il y eut une

réunion présidée par Luis Mari Bandres, avec Ximun Haran et Michel Eppherre du Pays basque nord qui ont été invités à l'Assemblée Nationale, ainsi qu'Iñaki Durañoña et Lander Etxebarria, président et secrétaire de la Junta du Labourd. Auparavant, l'Assemblée Nationale a approuvé l'extension d'EAJ-PNB, en Pays basque nord.

On a discuté de la présidence de l'IBB. Les représentants de la Junta du Labourd, proposèrent le nom de Jean Etcheverry-Aintchart. Les représentants du Pays basque nord proposèrent qu'il fut nommé Président honoraire. Etcheverry-Aintchart avait été député au Parlement français à la fin de la seconde guerre mondiale, où il présenta un Statut pour le Pays basque nord qui n'avança pas. Il avait été élu dans une candidature de coalition au sein du MRP. Il avait assisté durant de nombreuses années, à titre personnel, à l'Alderdi Eguna. Durant le mois d'Avril, eut lieu à la Villa Izarra, la constitution d'EAJ-PNB, réunion présidée par Luis Maria Bandres. Ximun Haran fut élu président, avec Michel Eppherre, Jean Bareneche, Beñat Larroulet et ensuite s'incorporèrent Iñaki Ibarloza et Narkis Ibarrodo.



Mixel Larralde : « créons des emplois industriels »

Mixel Larralde est le secrétaire général de la CFDT Pays basque. La crise engendre des difficultés supplémentaires pour les salariés qui pour certains se traduisent par des licenciements pas toujours fondés. L'emploi industriel demeure selon lui une priorité.

Avez-vous ressenti les effets de la crise localement ?

Beaucoup d'entreprises souffrent actuellement. Dans la métallurgie, certains donneurs d'ordre passent outre les accords commerciaux signés. Au détriment de leur sous-traitant ils rapatrient des heures de travail. Dans ces conditions, ces PME, TPE ne peuvent plus suivre. Ils ont moins de travail et sont dans l'obligation de continuer à payer leurs salariés. Si la crise continue, à terme, nombreux seront licenciés.

Après le stade du chômage partiel, il est urgent de trouver des solutions car la perte de ces emplois se traduira par une perte de savoir faire de ces sous-traitants, beaucoup plus fragile en trésorerie que les grandes entreprises. De même le travail intérimaire a complètement chuté, les fermetures d'entreprises ainsi que les chômeurs augmentent au Pays basque. Les salariés licenciés pour raison économique font le choix de la CRP (convention reclassement personnalisé) bien plus intéressante financièrement mais aussi très intéressante pour le gouvernement car ces salariés ne sont pas comptabilisés en demandeur d'emploi mais sont en formation.

Quelles sont les solutions ?

La formation professionnelle continue. Il existe des cellules de reclassement qui assurent un accompagnement individuel des salariés licenciés.

Les secteurs d'activités qui recrutent sont peu nombreux mais quelques salariés sont reclassés surtout des femmes dans des emplois de service, le maintien des personnes à domicile ou la garde d'enfant.

Ces cellules apportent une aide dans la recherche active d'emploi, un soutien à la réalisation de projet individuel, à une réorientation professionnelle à passer une VAE (Validation Acquis Expérience) afin de déterminer son niveau d'étude pour éventuellement suivre des formations.

La situation sociale se dégrade-t-elle ? Quelles sont les priorités ?

Lors des permanences juridiques nous constatons des pressions que subissent certains salariés pour les pousser à la démission. Cela pour éviter de la part de ces employeurs malhonnêtes le paiement des indemnités de licenciement. Nous constatons aussi une détérioration des conditions de travail pour ceux qui restent, la charge de travail augmente. Il faut réaliser le même travail avec moins d'effectif.

Il y a une nouvelle forme de gestion d'entreprises. Avant la société investissait dans l'amélioration de l'outil de travail, des moyens de production.

Aujourd'hui, elles investissent et provisionnent sur des plans sociaux, ou des fermetures d'entreprises en Europe pour ensuite délocaliser leur production dans des pays à bas coût pour encore plus de profit.

Il est indispensable de sauver les emplois industriels. Par exemple, nous avons très peur pour la SAGEM. Il y a un risque de fermeture pour les 280 salariés de cette entreprise. Leur point fort est leur savoir faire local. Aujourd'hui c'est SAGEM Mouguerre qui étudie les proces-

sus et les lignes de production. Une fois celle-ci au point ils délocalisent la fabrication à très grande série dans les pays à main d'œuvre à bas coût.

Cette usine est menacée alors que de cette société fabriquera des compteurs intelligents (link) avec près de 10 ans de travail assuré pour la fabrication d'un produit destiné au marché français. Il est inadmissible que ERDF filiale



d'EDF avec comme actionnaire l'État accepte que la SAGEM délocalise cette fabrication.

Combien coûtera à la société française dans son ensemble ce plan social, le coût de cette fermeture pour ces 280 futurs chômeurs, où est l'intérêt économique du gouvernement.

Le législateur doit nous venir en aide. Si les entreprises font le choix de délocaliser elles doivent prendre leur responsabilité à l'égard des salariés et réindustrialiser le site.

Sans faire du protectionnisme, nous devons stopper l'hémorragie des emplois industriels, sachant qu'un emploi industriel induit deux à trois emplois de service.



La formation professionnelle est-elle performante ?

Des fonds sont déjà prévus pour la formation professionnelle. Les entreprises paient une ligne budgétaire spécifique le 1% formation pour cela. Ces fonds sont récoltés par des organismes des OPCA.

En parallèle suite à la crise, suite à des négociations, une ligne budgétaire pour la formation a été débloquée par le gouvernement, le FISO (fond investissement social). Ces fonds pour la formation doivent servir dans cette période de manque de charge à former les salariés des sous-traitants pour asseoir leur emploi et pour que lorsque l'activité redémarrera ces salariés soient qualifiés.

Ces formations doivent être reconnues par les qualifications supérieures et le niveau des salaires correspondant.

À ce jour, les organisations syndicales sont écartées de la gouvernance, nous avons été relégués au rang de spectateur, mais la CFDT œuvre pour que ce budget serve aux petites entreprises pour maintenir ce tissu de sous-traitant et ces emplois et pas simplement au grand donneur d'ordre.

Quelle est votre bilan de l'année ?

Beaucoup font croire que la crise est terminée. Mais ce n'est pas le cas. La crise sera finie lorsque le chômage diminuera. La crise a également permis à des entreprises de se dédouaner de leurs responsabilités avec des plans sociaux qui n'étaient pas nécessaires.

Bilan : la crise n'a servi à rien. Nous sommes dans le même schéma boursier qu'autrefois. Cela n'a pas servi de leçon. La spéculation a repris à nouveau. L'État aurait dû accroître le droit de contrôle notamment sur les gains spéculatifs. À l'époque, une aide de 25€ de l'État a

été remboursée à 25€, mais sans aucun gain sur la plus value réalisée grâce à la spéculation. À croire que l'endettement énorme de l'État n'est qu'une farce. C'est bien connu on ne prête qu'aux riches.

Sur le plan social, nous regrettons l'absence de dialogue social au sein du Conseil de développement. Rien n'a avancé en la matière. Nous sommes prêts. Nous attendons les réponses des organisations patronales.

L'enjeu en 2010 portera sur les retraites. Nous devons être en capacité nous les militants de débattre de cette question. Nous devons donner un mandat clair à nos négociateurs sur le plan national pour que l'accord préserve notre régime de répartition et des pensions décentes pour nos retraités.

Nous devons rester vigilant pour conserver et créer des emplois industriels garant de bonne rémunération et de salariés qualifiés. Pour cela, nous avons besoin du soutien de tous.

Une petite fable pour illustrer l'état d'esprit de nos élites dans l'organisation du travail et la trop fameuse démarche qualité :

« Deux équipes, l'une d'une organisation internationale et l'autre d'un collègue, décident de faire une course d'aviron dans le but de montrer leur savoir-faire dans le domaine de la galvanisation des troupes. Les deux équipes s'entraînent dur.

Lors de la première épreuve, le collègue gagne avec plus d'un kilomètre d'avance. Les internationaux sont très affectés. Leur management se réunit pour chercher la cause de l'échec. Une équipe d'audit composée de seniors managers est désignée. Après enquête, ils constatent que l'équipe, qui est constituée de dix personnes, a un barreur et trois rameurs, alors que l'équipe adverse comporte un barreur et neuf rameurs. La direction décide de réfléchir.

Leurs avis, entouré de précautions oratoires, est de procéder à une réorganisation. Elle décide de mettre en place un manuel de qualité, des procédures d'applications, des documents de suivi. Une nouvelle stratégie est mise en place, basée sur une forte synergie. Elle doit améliorer le rendement et la productivité grâce à des modifications structurelles. On parle de zéro défaut.

La nouvelle équipe comprend maintenant : un directeur général d'aviron, un directeur adjoint d'aviron, un manager d'aviron, un superviseur d'aviron, un consultant d'aviron, un contrôleur de gestion d'aviron, un chargé de la communication d'aviron, un barreur et... un rameur.

La course à lieu et les internationaux terminent avec deux kilomètres de retard !

Humiliée, la direction prend une décision rapide, mais courageuse : elle licencie le rameur, celui-ci n'ayant pas atteint ses objectifs, elle vend le bateau et annule tous les investissements prévus. Avec l'argent ainsi économisé, elle récompense les managers et superviseurs en leur donnant une prime, augmente les salaires des directeurs et s'octroie une indemnité exceptionnelle de fin de mission ».

Bien entendu, ceci n'est qu'une histoire et il est évident que toute ressemblance avec des faits ayant existé ou existant n'est qu'une simple coïncidence !





La taille de la Collectivité territoriale : un problème ?

Les territoires tentent aujourd'hui de répondre au maximum aux attentes, aux besoins et aux projets émergents. Cette fameuse logique du bottom-up, du bas vers le haut est la plus adaptée à la nouvelle économie et aux nouvelles formes de développement.

Les entreprises ne sont plus des ensembles isolés qu'il suffit de soutenir par des baisses d'impôts ou des avantages fiscaux. Elles ont besoin d'un soutien humain, d'un tissu environnant favorable pour répondre à leurs besoins de formation spécifique, d'aide à l'investissement, à la recherche, à la certification de qualité, à la prospection commerciale... Chaque cas répondant à des demandes particulières. Nous sommes là dans une lecture fine qui nécessite une grande proximité à l'égard des entrepreneurs. Une des réussites d'Euskadi réside dans cette capacité à accompagner systématiquement l'entrepreneur. La culture d'entreprise y est différente. Le modèle n'est pas exportable, mais la logique d'ensemble est la même. Lorsque des entreprises s'implantent en Pays basque parce qu'elles trouveront à proximité, des cadres performants formés à l'Estia, l'école de la technopole Izarbel, nous sommes dans cette logique de proximité, de réponse à des besoins, de mise en place d'outils performants, peu spectaculaires, mais efficaces sur la durée.

Co-décider

La fonction du pouvoir local n'est plus uniquement guidée par la nécessité d'entreprendre des programmes spécifiques de grande ampleur mais d'être au plus près des acteurs locaux et d'être avec les acteurs. Cela suppose pour les responsables politiques un exercice difficile : une perte de pouvoir par un partage de la gouvernance. L'acteur local autant que l'institution devient le protagoniste du projet. Cette culture de gouvernance publique est encore bien souvent

très difficile. À une échelle locale, le projet de la Commanderie d'Irissary en est un exemple flagrant. Des associations locales ont été intégrées à l'origine de ce projet culturel. Puis, reprise en main du Conseil Général et à l'arrivée, un projet qui concerne très moyennement les Irizar, faute d'y avoir été associés, faute des relais locaux associatifs.

La commission Balladur pour de « grandes » régions



À une échelle beaucoup plus vaste, le contraste est également flagrant entre la gestion des clusters d'Euskadi, assurée par les entreprises privées et les pôles de compétitivité français où la présence étatique et les normes en place sont beaucoup plus contraignantes. Dans cette logique de la proximité, le critère de la taille est relégué au second plan avec la priorité donnée à la valorisation des atouts locaux, au soutien des acteurs locaux. C'est la priorité prônée par l'Union européenne dans ses programmes de développement territorial URBAN ou Leader II. C'est la logique majeure qu'EAJ-PNB met en avant dans son projet de Collectivité territoriale. Le Pays basque nord est une petite région de 290 000 habitants. Ayons comme priorité de soutenir une société civile, des entrepreneurs, des associations dynamiques.

Pas de taille optimale

Les autres pays européens n'ont pas défini de taille optimale à l'heure de configurer leur régions. Les « petites » régions cohabitent avec de vastes ensembles sans remise en cause de cet équilibre. Et pour cause. Les résultats démontrent que la taille n'est pas un handicap sur la prospérité d'un territoire. Bien au contraire. D'autres critères sont fondamentaux : l'importance du pouvoir de décision, y compris au niveau financier, la situation géographique. En France, un rééquilibrage budgétaire est indispensable au profit des régions françaises. Le véritable enjeu pour renforcer les régions n'est pas de les agrandir pour concentrer, mais de concentrer les finances publiques dans les régions pour les renforcer. Toutes ces petites régions présentées ci-dessous sont parmi les plus riches d'Europe. Elles disposent d'un pouvoir local beaucoup plus fort. Le cas extrême concerne les Iles Aland qui disposent d'un statut d'État associé à la Finlande.



La prospère île Aland

Quelques exemples :

Classement des régions européennes PIB/habitant, en 2005

Territoire	Pays nomenclature officielle	Nombre d'habitants	Classement national par région richesse par habitant	Classement nombre d'habitants	Classement européen richesse par habitant 205 régions européennes
Val d'Aoste	Italie	126 000	6ème sur 20	dernier	36ème
Brème	Allemagne	660 000	2ème sur 16	dernier	12ème
La Rioja	Espagne	315 000	6ème sur 18	dernier	62ème
Iles Baléares	Espagne	675 000	5ème sur 18	15e sur 18	51ème
Navarre	Espagne	550 000	3ème sur 18	16e sur 18	31ème
Salzbourg	Autriche	526 000	2ème sur 9	7ème sur 9	16ème
Vorarlberg	Autriche	362 000	3ème sur 9	8ème sur 9	22ème
Groningue	Pays-Bas	573 000	1ère sur 12	9ème sur 12	8ème
Aland	Finlande	26 711	1ère sur 20	dernière	17ème

Les données de la page 6 correspondent à la production globale de richesse, et celles de cette page à la production de richesse par habitant.

En revanche, toutes les régions françaises régressent dans ce classement européen. Voici le classement des 5 premières d'entre elles.

Région	Nombre d'habitants	Classement européen richesse par habitant	Evolution
Ile de France	10 952 000	6ème	-1
Rhône-Alpes	5 645 000	56ème	-6
Provence Alpes Côtes d'Azur	4 500 000	72ème	-10
Alsace	1 730 000	75ème	-20
Bretagne	2 906 000	81ème	-11



Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Le mouvement basque sous l'occupation (IV)

Eskualdun Gazteen Batasuna

L'idée de création d'Eskualdun Gazteen Batasuna (E.G.B.) – Fédération de Jeunes Basques – revient au groupe des étudiants basques de Paris Errepika, au cours d'une réunion dans la capitale, le 12 avril 1943. Aussitôt, Eugène Goyheneche écrit de Paris à Jean Duboscq pour lui demander d'organiser un grand rassemblement de la jeunesse basque le mardi de Pâques 27 avril 1943 à Ustaritz ; il lui donne dans sa lettre les grandes lignes de cette manifestation.

La journée du 27 avril 1943 à Ustaritz

Cette journée marqua durablement les consciences. Jean Haritschelhar par exemple, se souvient parfaitement – m'a-t-il confié – y avoir participé.

Elle se déroula effectivement selon le plan prévu : plusieurs groupes sont présents : Aintzina, Olaeta de Biarritz, Irrintzi de Bordeaux, Errepika de Paris, Kanboko Izarra de Cambo etc... La messe est célébrée par les abbés Urricarriet, Léon et Larzabal ; après le banquet, une réunion a lieu à l'Ecole Libre d'Ustaritz, présidée par Louis Dassance et au cours de laquelle interviennent Eugène Goyheneche, Michel Labéguerie et l'abbé Larzabal ; au cours de cette réunion, la création de la « Fédération des Jeunes Basques pour la défense de la culture basque » est décidée ; enfin, une partie de pelote et un spectacle de danses clôturent la journée.

Au cours de la réunion, 150 représentants de la jeunesse basque adoptent les vœux suivants :

- tout d'abord, six mesures sont souhaitées pour l'enseignement et la promotion de la langue basque ;
- ensuite, il est demandé que l'unité du Pays Basque soit établie en une région administrative unique et distincte des autres régions ;
- enfin, les Jeunes Basques proclament leur attachement à la devise traditionnelle des Basques Zazpiak Bat et critiquent la façon dont « un journaliste français étranger au pays » a rapporté l'incident du Musée Basque auquel il a déjà été fait allusion.

Un comité provisoire est formé, comprenant un secrétariat permanent assuré par Michel Limonaire (délégué de Biarritz), les délégués des divers groupes : Michel Labéguerie pour Irrintzi de Bordeaux, René Errecart et Eugène Goyheneche pour Errepika de Paris, André Ospital et Marc Légasse pour Aintzina, Jean Duboscq pour Ustaritz, Arthur Garcia pour Saint-Jean-de-Luz, Lilette Iribarren pour Bayonne, Hastoy et Jauréguiberry Frères pour la Soule, Salaberry pour Cambo, Joseph Ipharraguerre pour Halsou . Des conseillers techniques complètent ce Comité Provisoire : Pierre Charriton (Langue et Histoire), Michel Limonaire (Chorégraphie et Musique instrumentale), Pierre Larzabal (questions sociales), Idiartegaray (marins), Bernard Mendisco (Instituteurs), Michel Labéguerie (chorales), Jacques Légasse (questions économiques), Mayi Diharce (Begirale).

Piarres Charriton (au centre), Ustaritz, 1939 - 1940



La vie de l'E.G.B.

L'E.G.B. tiendra 7 réunions, la première le 27 mai 1943 et la dernière, le 16 septembre 1944 (une réunion aura lieu à Ustaritz et six à Bayonne ; 46 participants prendront part au total à ces réunions).

L'E.G.B. organisera deux spectacles de danses basques :

- le dimanche 1^{er} août 1943 à Ustaritz pour commémorer le troisième centenaire de la parution du Gero d'Axular ;
- le dimanche 16 avril 1944 à Villefranque sous la présidence de Mgr Saint-Pierre.

Si la manifestation d'Ustaritz avait laissé à désirer sur le plan de la tenue générale, par contre le spectacle de Villefranque laissera une excellente impression aussi bien à Mgr Saint-Pierre qu'aux abbés Lafitte et Moulier.

Le 24 juillet 1943, un bureau se met en place avec Bernard Mendisco comme Président, Michel Limonaire comme secrétaire et Lucienne Haïtze comme trésorière.

Le 4 décembre 1943, suite à la démission de Bernard Mendisco, un nouveau bureau est élu : Léon Curutcharry de Baigorry est Président, Emile Hirigoyen de Larressore est secrétaire général et Lucienne Haïtze continue d'être trésorière.

En mars 1944, une quinzaine de groupes représentant plus de 150 danseurs sont fédérés dans E.G.B. : Olaeta, Irrintzi, Hasparren, Errepika, Zazpiak-Bat d'Ustaritz, Kanboko Izarra, Halsou, Larressore, Itxassou, Espelette, Baigorry, Collège de Hasparren, Jatxou, Villefranque.

Des chorales fonctionnent à Bayonne, Biarritz, Ustaritz, Cambo, Baigorry, Bordeaux et Paris.

Les comités techniques sont réorganisés :

- Langue et Histoire : Pierre Charriton
- Chorégraphie et Musique instrumentale : Jean Hillau, Emile Hirigoyen, Michel Labéguerie puis Ernardorena et Michel Labéguerie
- Organisation des chœurs : Michel Labéguerie, Michel Limonaire puis Abbé Haramburu
- Conférences et études : Eugène Goyheneche, Michel Labéguerie puis Eugène Goyheneche seul.



Frantxoa Lambert : « il faut un pouvoir proche des gens »

Frantxoa Lambert, maire d'Ispoure avait soutenu la candidature d'EAJ-PNB, lors des élections européennes, en 2009. Ce postier de profession fait de la défense des services publics, une priorité.

Pourquoi avez-vous soutenu EAJ-PNB lors des dernières élections régionales ?

J'adhère aux idées d'EAJ-PNB. J'ai toujours eu un sentiment abertzale. Je ne renie pas mes origines. Je suis né à Bidarray d'une vieille famille. C'est normal d'adhérer à EAJ-PNB. J'ai également beaucoup apprécié la personnalité d'Ibarretxe. C'est un homme simple, proche des citoyens. EAJ-PNB est un parti qui défend vraiment la notion de Pays basque, qui défend l'activité économique, comme en Gipuzkoa.

Quelles sont les principales activités à Ispoure ?

Il y a beaucoup d'activités agricoles qui créent de l'emploi. Je pense en particulier à la vigne. Nous avons 3 vigneronnes qui transforment le raisin : Abotia, Brana et Mourguy. Tout ceci crée de l'emploi. Nous sommes au cœur d'un petit bassin de vie avec une coopérative agricole, un supermarché, une maison de retraite, une clinique pour les petits soins, un cabinet médical avec quatre activités différentes ainsi qu'un futur centre de kinésithérapie. Ici, les gens souhaitent vivre au pays.

Quels sont vos projets à Ispoure ?

Le plus important concerne un lotissement communal pour garder les jeunes. Nous proposons des terrains à des prix intéressants et un bâtiment de six logements collectifs. Ils sont particulièrement prévus pour les jeunes couples. Nous préparons ainsi l'avenir. Il faut aider les jeunes qui souhaitent rester au pays. Je ferai tout pour que les jeunes s'impliquent dans la vie municipale. Ils ont toujours de nouvelles idées. Il faut leur faire confiance.

Comment voyez-vous l'avenir de cette zone ?

Il faut avant tout se prendre en main. On ne croit plus aux belles paroles d'ailleurs. Nous sommes de plus en plus convaincus de cette nécessité. Nous voyons que des initiatives locales permettent de faire vivre l'économie locale. Ce sont des acteurs comme Loyatho, Goikoetxea ou Oteiza par exemple qu'il faut soutenir. C'est aussi aux collectivités d'investir pour que les jeunes travaillent sur place. Ensuite, cela fera fonctionner le commerce. C'est un tout sur lequel il faut agir. Tout le monde est de plus en plus sensible à cette vision des choses. Nous avons des atouts extraordinaires avec l'agriculture, le tourisme. L'agriculture de qualité avec le bio prend de l'ampleur.

Vous êtes un ardent défenseur des services publics ?

Ils sont de plus en plus menacés. Les services publics sont en nette régression. Je suis postier dans l'Oztibarre. Il faut toujours se battre pour y maintenir le bureau ouvert. Les postes de St-Jean-Le-Vieux et des Aldudes et d'autres sont également sous pression. Le bureau local de l'EDF est également menacé. Le train de Garazi ne demande qu'à être revu.

Est-ce la rentabilité qui prime ?

Oui, c'est cela. Nous autres postiers, avons un rôle social primordial. Beaucoup de personnes ne voient plus que le facteur. Nous sommes prêts à évoluer. Par exemple, nous assurons désormais le relevé de gaz. Mais il faut absolument maintenir ces postes.

Que se passe-t-il avec les écoles ?

Là également, il y a des menaces sérieuses. L'école d'Ispoure a failli fermer, mais nous avons trouvé une solution. Il y a un regroupement pédagogique avec d'autres communes de



Garazi. 9 communes y adhèrent. On retrouve 40 enfants à l'école d'Ispoure.

Quel est le rôle de la Communauté de communes de Garazi-Baigorri ?

Elle adhère pleinement à l'idée de maintenir les services publics. C'est un territoire très étendu. L'idéal serait de garder les postes existants. La centralisation des services publics est également négative. Il faut garder les acteurs là où ils sont. Elle a mené un travail politique, de pression sur les responsables d'EDF par exemple. Nous défendons le besoin de proximité. Imaginez que la poste des Aldudes ferme, ils devraient se déplacer jusqu'à Baigorri. S'il y a un problème avec l'électricité, on serait obligé d'attendre le dépannage depuis Bayonne. Les choses seraient plus simples à négocier si nos interlocuteurs étaient d'ici. Ce n'est pas du racisme, mais ils manquent de sensibilité sur notre attachement au pays. Nos interlocuteurs sont bien souvent des bureaucrates qui ne connaissent pas nos besoins et notre façon de vivre.

Quelle est votre position sur la consultation citoyenne de Batera ?

J'aiderai à l'organiser dans notre commune. Une Collectivité territoriale serait une très bonne chose. Le pouvoir serait plus proche des citoyens alors qu'aujourd'hui, on est en train de tout centraliser. C'est à nous de prendre en main cette collectivité pour créer nos services. De façon générale, le Pays basque, notre identité doivent être reconnus. Les choses évoluent positivement. Les effectifs de l'ikastola sont sans cesse en progression. Les mentalités à l'égard de l'euskara ont beaucoup évolué. Autrefois, les personnes âgées disaient : « à quoi ça sert le basque ? ». Aujourd'hui, elles disent : « c'est joli d'entendre le basque chez les enfants ».

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84

e-mail : contact@ej-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>

Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 20 euros

Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60 - Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Paul Aguirre 06 78 78 43 63 Hdaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, Dany Camblong 06 82 82 86 12 - Saint-Jean-de-Luz, Ander Ugarte 05.59.26.99.26.



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé